



Gilets jaunes, une vraie grogne sociale liée à la hausse des dépenses incompressibles, à revenus stagnants pour cause de stabilité de l'euro par l'austérité.



Si les classes moyennes et populaires se sentent asphyxiées, c'est parce que leurs revenus progressent moins que les hausses de certains prix depuis des années - à cause austérité de l'Europe et de l'€ . Leurs dépenses contraintes se sont envolées si bien que depuis des années, "le reste à vivre" aujourd'hui est fortement réduit . Tandis que le "reste à charge" n'a fait qu'augmenter et les dernières annonces de hausses par le gouvernement Macron ont fait déborder le vase. D'où les "Gilets Jaunes"..

Selon l'INSEE, les dépenses pré-engagées, qui résultent d'engagements contractuels non négociables intègrent les dépenses de logement (le loyer et les charges) ainsi que les dépenses d'eau de gaz, d'électricité et fuel), les télécommunications (abonnement téléphonique, internet, mobiles), les frais de cantine scolaire, la redevance et services de télévision (redevance, abonnement), les assurances maison et voiture et les services financiers des banques.

Les remboursements d'emprunts - logement, voiture, équipements ménagers.. ne sont pas inclus; mais il s'agit aussi d'une dépense contrainte. Même en se limitant à ces 6 postes, on constate qu'ils représentent une part croissante du revenu et de la consommation des

ménages : les dépenses pré-engagées c'étaient 25% de la consommation finale des ménages il y a 40 ans, 31%, il y a 20 ans et plus de 34% aujourd'hui. Des dépenses pré-engagées qui captent désormais plus d'un tiers du revenu des ménages contre 20% en 1978. Au cœur de cette dynamique, le logement pèse de plus en plus lourd et absorbe près du quart du revenu. L'enquête sur le budget des ménages de l'Insee permet d'aller plus loin et d'estimer le poids des dépenses liées aux crédits même si cette estimation est un peu fragilisée par la date (2011) de la dernière enquête publiée. Le budget logement atteindrait ainsi près du tiers du revenu des Français, un chiffre certainement plus proche de la réalité et qui fait passer le poids de dépenses pré-engagées à 37,5%.

Si les dépenses pré-engagées pèsent de plus en plus, elles ne suffisent pas à elles seules à mesurer la pression sur le budget des ménages. Il faut encore y ajouter les dépenses vitales: l'alimentation, l'habillement, les transports et la santé. Ensemble ces postes de consommation représentent de l'ordre de 30% du revenu. Ajoutées aux dépenses pré-engagées ci-dessus, l'ensemble pèse donc environ les deux tiers du budget d'un ménage des classes moyennes et populaires. Certes il existe de profondes disparités entre les catégories sociales selon qu'on est célibataire sans enfant, mère seule avec enfant(s), couple travaillant à deux ou un seul avec enfants.

Il existe ainsi un lien entre le niveau de vie et les dépenses pré-engagées telles que définies par l'Insee c'est-à-dire hors charges de remboursements : c'est très clair, la consommation pré-engagée représente une part d'autant plus forte que le revenu est faible. Le poids de certains postes emblématiques des dépenses incontournables sont également aussi très dépendants des revenus c'est le cas de l'alimentaire qui s'allège considérablement en pourcentage plus on s'élève dans l'échelle des revenus et qui reste très lourd pour les moins favorisés.

Idem pour le poste très sensible des frais d'utilisation et d'entretien d'un véhicule (qui intègre le carburant) dès lors que les chiffres sont corrigés du taux d'équipement.

La baisse du pouvoir d'achat, du pouvoir d'achat libéré des dépenses pré-engagées et incontournables pour les classes moyennes et populaires n'est pas une erreur de perception mais bien une réalité d'où l'extrême sensibilité d'une partie de la population à toute hausse de prix: exemples, carburants, prix des péages, prix du fioul, gaz et de l'électricité...

Toute hausse de salaires à croissance atone ne pourra que détériorer la compétitivité de la France à l'extérieur, car nous sommes corsetés par l'euro et les critères de Maastricht. Portugal et Espagne ont regagné de la compétitivité exports en baissant les salaires (3).

1. [Gilets jaunes, pouvoir d'achat, hausses des salaires et des pensions pour tous? impossible équation.](#)
2. [Pouvoir d'achat : comment les prix ont-ils évolué sur les produits de la vie courante ?](#)
3. [Portugal et Espagne ont regagné de la compétitivité exports en baissant les salaires](#)